



The determinants of subjective poverty in the post-conflict period: the case of Côte d'Ivoire

Les déterminants de la pauvreté subjective en période post-conflit : cas de la Côte d'Ivoire

DJESSOU Flore Marie Hélène Épse TRA

UFR des Sciences Sociales (UFRSS)

Département d'Économie

Université Peleforo GON COULIBALY (UPGC) – Korhogo – Côte d'Ivoire

Résumé : L'objectif de cet article est d'identifier les déterminants de la pauvreté subjective en Côte d'Ivoire en période post-conflit. Pour ce faire, un échantillon de 5 060 ménages, issu de la base de données EHCVM 2018 a été utilisé. Cette étude s'est servie d'un modèle logit ordonné et des résultats significatifs ont été obtenus. Premièrement ils indiquent que les variables socio-démographiques telles que l'accès aux infrastructures de santé, de transport, à l'éducation, la nationalité et le secteur d'activité agricole et celui du transport ont un effet positif sur la perception de la pauvreté par contre l'accès à un logement décent a un effet négatif sur la perception de la pauvreté. Deuxièmement, les chefs de ménage ayant été affectés par le conflit de 2002 ou celui de 2010 ont une perception négative de la pauvreté. Sur la base de ces résultats des recommandations ont été faites.

Mots-clés : Pauvreté subjective, Conflit armé, Modèle logit ordonné, Côte d'Ivoire.

Abstract : The aim of this article is to identify the determinants of subjective poverty in post-conflict Côte d'Ivoire. A sample of 5,060 households from the households from the EHCVM 2018 database was used. This study used an ordered logit model and significant results were obtained. Firstly, they indicate that socio-demographic variables such as access to health infrastructure, transport, education, nationality and the agricultural and transport sectors of activity have a positive effect on households' perception of poverty, On the other hand, access to decent housing has a negative effect on the perception of poverty. Secondly, heads of household who had been affected by the conflict in 2002 or 2010 have a negative perception of poverty. Based on these results, recommendations were made.

Keywords : Subjective poverty, Armed conflict, Ordered logit model, Côte d'Ivoire.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13887058>

1. Introduction

Actuellement, la question de pauvreté fait l'objet d'un intérêt croissant en sciences sociales et au sein des organismes internationaux. Les statistiques de la Banque Mondiale montrent l'ampleur du phénomène en Afrique Subsaharienne et invitent à s'y intéresser de plus près. Elles indiquent qu'en 1990, environ la moitié de la population d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et les deux tiers des habitants d'Asie de l'Est et Pacifique vivaient dans l'extrême pauvreté. Au cours de ces trois dernières décennies ces trois régions ont connu une baisse significative de l'extrême pauvreté. En 2019, seulement 9% de la population d'Asie du Sud et 1% de la population en Asie de l'Est et Pacifique vivaient dans l'extrême pauvreté tandis qu'en Afrique Subsaharienne 35% de la population vivait encore dans l'extrême pauvreté (Baah et Lakner, 2023).

Pour expliquer la lenteur des progrès de l'Afrique Subsaharienne contre la pauvreté, Baah et Lakner (2023) affirment que ce sont les conflits qui constituent les obstacles majeurs au développement de cette région. En effet, depuis 1998, 30 pays d'Afrique subsaharienne sur 48 (soit près des deux tiers) ont figuré au moins une fois dans la liste des pays en situation de fragilité, conflit et violence.

En Afrique de l'Ouest on peut citer le cas de la Côte d'Ivoire qui jadis connu pour sa longue stabilité politique a souffert de conflits de plus en plus violents, à commencer par un coup d'État vers la fin de l'année 1999, qui a précédé le conflit armé de 2002 pour déboucher sur le conflit post-électoral de 2010 (Djessou, 2018). Cette crise a eu de graves conséquences sur l'économie et cela s'est traduit par une baisse significative du PIB (-5,9%). C'est dans ce contexte que le nouveau gouvernement dès sa prise de fonction en 2011 a décidé de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent (Kounouho et Adjaffi, 2020). Cette vision s'est traduite par l'amélioration des indicateurs macroéconomiques. En 2012, le taux de croissance du PIB qui était descendu à (-5,9%) est passé en moyenne à 8% (Ministère de l'Économie et des Finances, 2017).

Cependant, pour les populations ces performances économiques sont en contradiction avec leur quotidien, elles estiment ne point percevoir les effets de cette croissance, ni sur leurs conditions de vie, ni en matière de création d'emplois (Akindes, 2017).

Sur le plan social, les résultats de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages révèlent que le taux de pauvreté a été réduit de près de 7 points, passant de 46,3% en 2015 à 39,4% en 2018 (EHCVM, 2018). Cependant le volet Pauvreté subjective de l'enquête indique que 63,2% des ménages se sentent pauvres. Pour comprendre cette contradiction, il convient de présenter deux approches de la pauvreté. La première approche dite « objective » ou « quantitative » consiste à cerner les populations pauvres en se basant sur le critère de revenu (ou de consommation). La seconde dite « subjective », se fonde sur la perception qualitative que les populations ont de leurs conditions de vie ou d'existence. Le

niveau adéquat pour mener une vie décente est défini selon les normes et valeurs de chaque société (Aminatou, 2021).

L'adoption de l'approche subjective de la pauvreté va nous permettre de construire l'objet de notre recherche non pas d'un point de vue statique mais plutôt comme un processus dynamique. En considérant les perceptions individuelles et les expériences vécues, nous pourrions mieux appréhender la multidimensionnalité de la pauvreté et prendre en compte les facteurs socio-démographiques et politiques qui influent sur la façon dont les ménages ressentent leur propre situation de pauvreté.

Il s'agit dans ce travail de mener une analyse sur les déterminants de la pauvreté subjective. Pour y parvenir nous chercherons à répondre à la question centrale suivante : quels sont les facteurs explicatifs de la pauvreté subjective dans une Côte d'Ivoire en reconstruction? Deux questions secondaires en découlent :

- Quel est le lien entre l'exposition aux conflits armés de 2002 et de 2010 et la perception de la pauvreté par les ménages ?
- Les caractéristiques socio-démographiques influencent-elles la perception de la pauvreté par les ménages?

Il est important de répondre à ces questions dans le sens où, plusieurs chercheurs en Côte d'Ivoire se sont intéressés à l'étude de la pauvreté sous l'angle objectif et peu se sont intéressés à la pauvreté subjective en y intégrant les informations liées aux conflits armés.

Ainsi, cette étude se fixe comme objectif général d'identifier les variables explicatives de la pauvreté subjective en Côte d'Ivoire post-crise.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Identifier la relation existante entre l'exposition aux conflits armés de 2002 et de 2010 et le sentiment d'être pauvre.
- Identifier la relation qui lie la pauvreté subjective et les variables socio-démographiques associées aux chefs de ménage.

En vue d'atteindre ces différents objectifs, nous avons opté pour le modèle logit ordonné compte tenu de la variable expliquée qui comprend quatre modalités ordonnées: Riche , Moyen , Pauvre , Très pauvre. À la suite de l'introduction, dans une seconde section, nous ferons un bref historique des conflits armés survenus en Côte d'Ivoire. Dans une troisième section, nous présenterons la revue de littérature sur la pauvreté subjective. Dans une quatrième section, nous allons décrire la méthodologie utilisée. Dans une cinquième section , nous présenterons les résultats obtenus et ferons une discussion et enfin on conclut.

2. Bref historique des conflits armés en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est un pays de 322 462km², situé en Afrique de l'Ouest. Jadis compté parmi les pays les plus stables d'Afrique, ce pays connaîtra des tensions avec le concept de « l'ivoirité » initié par le président Henri Konan Bédié en 1995. Ce concept établissait une distinction entre les ivoiriens de souche et les étrangers. Cette politique écarte donc de l'élection présidentielle l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, devenu un opposant politique et suscite la colère de l'opposition.

Par la suite, le président Henri Konan Bédié démet le général Robert Gueï de ses fonctions, ce dernier refusant d'envoyer l'armée contre les groupes d'opposition. Le 24 décembre 1999, une vague de mécontentement chez des militaires est à l'origine d'un coup d'État qui permet à l'ancien général de renverser le régime du président Bédié et de prendre le contrôle du pays. Un Comité National de Salut Public (CNSP) est formé et Gueï fait la promesse de respecter le système démocratique en tenant des élections le plus tôt possible. Le général Gueï tiendra sa promesse et une élection présidentielle aura lieu en Côte d'Ivoire le 26 octobre 2000. Le président sortant s'inclinera finalement devant Laurent Gbagbo du Front Populaire Ivoirien (Perspective Monde, 1999).

Le 19 septembre 2002, des soldats et des rebelles du mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) tentent de contrôler les villes d'Abidjan, Bouaké et Korhogo, alors que le président Gbagbo se trouve à l'extérieur du pays (Italie). Les motivations sont des griefs qui remontent à 1995 au sujet du concept de « l'ivoirité ». Aussi, lorsque les rebelles lancent leur attaque le 19 septembre 2002, le pays est littéralement divisé en deux, le Sud sous contrôle gouvernemental et les zones Centre, Nord et Ouest (CNO) sous contrôle des Forces Nouvelles (Perspective Monde, 2002).

Pour mettre fin aux hostilités, de nombreux accords ont été signés. Ainsi la signature de l'Accord politique de Ouagadougou (APO) signé en mars 2007 a contribué à l'apaisement du climat politique ivoirien. Tous les accords signés depuis le début de la crise, dont le dernier en date APO ont préconisé un désarmement préalable aux élections générales. Malgré tout, d'un commun accord des deux bords, le scrutin présidentiel du 31 octobre 2010 s'est tenu sans que cette volonté n'ait été réalisée.

La crise politique de 2010 est une crise qui débute après le second tour de l'élection présidentielle ivoirienne qui s'est tenu le 28 novembre 2010, le premier tour s'étant tenu le 31 octobre 2010. Ce premier scrutin depuis 10 ans, conduit à des résultats qui amènent à un différend électoral. Les deux candidats, Laurent Gbagbo, président sortant et reconnu par le Conseil constitutionnel, et Alassane Ouattara, reconnu par la Commission électorale indépendante et la communauté internationale, revendiquent chacun la victoire.

Les résultats contestés de l'élection présidentielle relancent les hostilités. Cette nouvelle situation occasionne une paralysie totale du pays, notamment dans le secteur de l'éducation, de la santé et de l'emploi ; ce qui accentue la paupérisation de la population (Djessou, 2018).

3. Revue de la littérature

3.1. Revue théorique de la pauvreté

La littérature fait ressortir qu'il n'existe pas un cadre théorique unique pour étudier la pauvreté. Le pragmatisme a emmené les économistes à considérer plusieurs approches de la pauvreté qui peuvent être classées en deux groupes : les approches monétaire et non monétaire.

Également connu sous le nom d'approche Welfariste, l'approche monétaire trouve ses origines dans le courant de pensée néoclassique en se référant à la théorie du bien-être économique des individus. Ainsi, selon Kérim (2016) « l'approche monétaire est fondée sur le calcul d'un niveau de vie qui permet de comparer les dotations monétaires de l'ensemble des ménages, quelle que soit leur composition, à un même seuil de pauvreté ». En 2018, la Banque mondiale (2018) fixait ce seuil à 1,90 dollar par jour et par personne. Les statistiques indiquent que 659 millions de personnes vivaient avec un revenu inférieur ou égal à ce seuil en 2018, ce qui correspond à 9% de la population mondiale (Observatoire des inégalités, 2023).

Toutefois, cette approche est très critiquée dans la littérature, car exprimer le bien-être par une composante purement monétaire, c'est ignorer la complexité du système naturel, la diversité de l'être humain et de ses caractéristiques propres (Bertin, 2005).

Ainsi, Duvoux et Papuchon (2018) affirment que la mesure subjective de la pauvreté dépasse les contours des approches monétaires. Les personnes et les ménages qui se déclarent pauvres portent plutôt une appréciation négative sur leur trajectoire passée et leur avenir.

Pour d'autres chercheurs, la première modalité de la pauvreté subjective serait en rapport avec les besoins ressentis des ménages (Concialdi 2014).

Fahad et Sambou (2021) ajoutent que la pauvreté subjective est considérée comme étant plus proche de la satisfaction ressentie par l'individu. Ainsi, elle donne la possibilité à chaque personne d'exprimer son propre ressenti quant à son bien-être.

S'inspirant des travaux de ses prédécesseurs, Lelièvre (2021) ajoute que le minimum vital pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne ne suffit pas, mais pour vivre dignement en tant que citoyen intégré, il faudrait ajouter d'autres aspects de la vie sociale qui varient selon le territoire, la composition familiale des ménages, le type de logement occupé etc...

Néanmoins, les jugements individuels sont sujets à une méfiance multiforme en raison des mécanismes psychologiques sous-jacents. La volonté de contrôler l'image de soi, les interactions avec l'enquêteur, les considérations culturelles liées au bien-être, notamment en milieu rural, la défaillance de la mémoire ou de la lucidité de l'enquêté, les biais liés à la formulation du questionnaire, ainsi que les effets d'humeur peuvent interférer avec l'interprétation des réponses obtenues. Malgré ces écueils méthodologiques, les données subjectives ont eu à prouver leur stabilité et leur utilité. Ainsi, de par sa nature multidimensionnelle, la pauvreté subjective capture la pauvreté dans les différents domaines de la vie à savoir l'instruction, la santé, l'alimentation, la sécurité, l'emploi, etc. (Van Praag et Ferrer-i Carbonell,

2004) et fournit ainsi plus d'informations sur la privation. Des résultats très importants ont été obtenus sur la base de l'analyse subjective de la pauvreté (Selnik 2003).

3.2. Revue empirique sur les déterminants de la pauvreté subjective

De nombreux travaux ont été menés sur les déterminants de la pauvreté subjective qui jusque-là, s'étaient longtemps limités aux pays développés. Au cours de ces dernières décennies, des chercheurs en économie ont essayé d'appréhender l'influence des caractéristiques sociodémographiques et des chocs sur la perception de la pauvreté dans les pays en développement notamment en Afrique.

Dans cette recherche, nous classons ces études en deux principales catégories : celles qui analysent l'influence des caractéristiques sociodémographiques sur la pauvreté subjective et celles qui analysent l'influence des chocs sur la perception de la pauvreté par les ménages.

Les caractéristiques sociodémographiques influencent la manière dont les ménages perçoivent la pauvreté. L'accès aux infrastructures sociales de base, telles que la santé, l'éducation, le logement, le transport, peuvent influencer cette perception. D'autres caractéristiques propres à l'individu, telles que la nationalité du chef de ménage, son genre, son âge, sa situation matrimoniale, sa religion et également le secteur dans lequel il exerce peuvent également exercer une influence sur son niveau de pauvreté du point de vue subjectif.

Ainsi, une étude menée par Misangumukini (2013) au Mali en se basant sur le modèle logit binomial a mis en lumière que la pauvreté subjective est influencée positivement par l'âge. Selon l'auteur avec l'avancée en âge, les besoins non nécessairement matériels augmentent (par exemple la perte d'autonomie). Des résultats contraires ont été obtenus par Mongbo-Gbenahou et al. en 2019 dans leur étude intitulée : « Pauvreté monétaire et subjective dans les ménages au sud du Bénin ». Selon eux, l'âge réduit la probabilité de se sentir pauvre.

Pour ce qui est de l'accès aux services publics de base, Backiny-Yetna et al. (2009) dans leur étude menée au Cameroun ont montré à l'aide du modèle Probit que, l'inaccessibilité aux établissements publics secondaires augmente la probabilité pour un ménage de se sentir pauvre.

Ces auteurs se sont également intéressés à la catégorie socioprofessionnelle et ont trouvé que, les salariés (publics et privés) et les élèves et étudiants sont ceux qui se sentent moins pauvres. Ils expliquent ces résultats par le fait que les premiers disposent de revenus élevés et réguliers. Quant aux seconds, ils sont optimistes parce qu'ils escomptent un emploi bien rémunéré à la fin de leurs études.

Contrairement à Backiny-Yetna et al. (2009) qui estiment que les exploitants agricoles camerounais ne se sentent pas pauvres, Misangumukini (2013) dans son étude menée au Mali trouve des résultats contraires. En se servant du modèle Logit, il montre que parmi les groupes socioprofessionnels, ce sont les chefs de ménages indépendants agricoles qui se sentent plus pauvres. Comme argument, il évoque les conditions difficiles auxquelles sont soumis les agriculteurs maliens et les faibles rendements qui en découlent.

En se servant du modèle logistique ordinal, Fahad et Sambou (2021) dans leur étude intitulée « Déterminants de la perception de la pauvreté dans les pays en développement: Le cas du Sénégal » révèlent que la taille du ménage, la pauvreté monétaire, l'ethnie Wolof, le niveau d'étude, le handicap du chef de ménage et l'affiliation à une structure de sécurité sociale sont les principaux déterminants de la pauvreté subjective au Sénégal.

Misangumukini (2016) s'intéresse à un autre aspect et indique que l'un des facteurs qui contribue au sentiment de pauvreté subjective réside dans certains chocs négatifs survenus dans la vie des chefs de ménage. Ces chocs ont un impact sur le comportement et le niveau de vie des ménages vulnérables en manque de capacités pour pouvoir y résister. À l'aide du modèle Logit, les résultats issus de son étude au Mali ont montré que l'impact des chocs survenus dans la vie des chefs de ménage sur la pauvreté subjective est prononcé (avec une valeur de 25,4%). Il s'est intéressé à des chocs spécifiques à savoir la perte de bétail et la perte de récolte.

Quant à l'étude menée par Nganou et al. (2008) au Burundi, elle s'est intéressée à un autre type de choc à savoir le conflit armé. L'analyse des données de l'enquête de perception de 2004 menée au Burundi, lui a permis de conclure que, malgré les progrès accomplis en matière de stabilisation et de relance économique, certains groupes se sentent pauvres. Le conflit armé est donc un facteur déterminant de la perception de la pauvreté selon l'auteur.

En Côte d'Ivoire, les études encore parcellaires sur l'impact des conflits armés sur l'accentuation de la pauvreté se sont intéressées au volet monétaire de la pauvreté. Nous pouvons citer l'étude de Yabile (2013) qui s'est intéressé à l'impact du conflit armé sur l'accentuation de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Ses résultats obtenus à l'aide du modèle du matching combiné à celui de la double différence ont montré que l'impact de la crise militaro-politique sur l'augmentation de la pauvreté pourrait être estimé à 4,75%. Le conflit armé a donc été une entrave majeure pour le développement de la Côte d'Ivoire.

A l'instar de ces auteurs, nous nous intéressons aux facteurs susceptibles d'influencer la perception de la pauvreté par les ménages vivant en Côte d'Ivoire. Les conflits armés comparativement aux autres chocs (pertes de récoltes, chocs climatiques...) étant peu interrogés, nous avons orienté la recherche en intégrant ce facteur dans notre analyse du point de vue de la pauvreté subjective.

4. Approche méthodologique

4.1. Présentation des sources de données

Les données utilisées dans cette étude proviennent de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2018), édition 1 réalisée en Côte d'Ivoire par l'Institut National de la Statistique (INS). En plus du volet sociodémographique commun aux Enquêtes Niveau de vie des ménages, l'EHCVM 2018 possède un module « pauvreté subjective » à la section 20 qui permet de créer la variable Pauvreté subjective. L'enquête sur les Conditions de Vie des Ménages a été menée dans les huit pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dans le but d'adopter une méthodologie harmonisée pour faciliter les comparaisons des indicateurs-clés de suivi des politiques

publiques, notamment les Objectifs du Développement Durable (ODD) entre les pays membres de l'UEMOA. Par ailleurs, les résultats de cette enquête ont permis d'évaluer l'état actuel des conditions de vie de la population ivoirienne et de mesurer les progrès réalisés en termes de bien-être.

Au total, notre échantillon est composé de 5060 ménages. Les variables explicatives ont été sélectionnées en se référant à la littérature. Dans la section qui suit, nous en faisons la description, après présentation du modèle.

4.2. Présentation du modèle utilisé

Pour modéliser la perception subjective, nous utilisons un logit ordonné. La distribution logistique à l'origine de ce modèle admet comme fonction de répartition $\Lambda(\cdot)$ et de densité $\lambda(\cdot)$, dont les expressions respectives sont les suivantes :

$$\Lambda(X_t\beta) = \frac{\exp(X_t\beta)}{1 + \exp(X_t\beta)} \quad (1)$$

$$\lambda(X_t\beta) = \frac{\exp(X_t\beta)}{[1 + \exp(X_t\beta)]^2} \quad (2)$$

$$\text{On a donc le modèle suivant: } y^* = X'\beta + \varepsilon \quad (3)$$

où ε suit la loi logistique et y^* représente la variable latente.

Dans notre cas, nous modélisons les événements suivants:

Probabilité que: $\text{Prob}(y_i = 1, 2, 3, 4)$

Avec : i : le chef de ménage et Y : sa perception de son état

$y = 1$, s'il se sent riche

$= 2$, s'il se sent moyennement riche

$= 3$, s'il se sent pauvre

$= 4$, s'il se sent très pauvre

Le modèle logit ordonné est une généralisation directe du modèle logit binaire qui peut être utilisé pour traiter une quelconque situation comprenant trois ou plusieurs réponses qualitatives ordonnées.

À partir du modèle logit ordonné, nous pouvons établir la fonction de pauvreté subjective:

$$\text{Pauvsub} = f(\text{Acces_santé}, \text{Acces_transport}, \text{Acces_educ}, \text{Acces_logemt}, \text{sh_co_vio}, \text{Age}, \text{Nation}, \text{Relig}, \text{genre}, \text{Sect_agricol}, \text{Sect_elevag}, \text{Sect_personel}, \text{Sect_transport}, \text{Sect_educ}, \text{Sect_autre}) \quad (4)$$

Le calcul des odds ratio (OR) des coefficients trouvés sera utilisé à des fins d'interprétation.

$$\text{OR}_j = e^{\hat{\alpha}_j}$$

Avec :

OR_j : odds ratio (rapport de chance)

\exp : la fonction exponentielle

4.3. Description des variables du modèle

Le tableau 1 présente les variables censées influencer la pauvreté subjective.

Tableau 1 : Liste des variables

Variabes	Nom dans la base de données	Code des modalités
Pauvreté subjective	Pauvsub	1 riche/2 moyen/3 pauvre/4très pauvre
Accès aux infrastructures de santé	Acces_santé	1 accès aux infrastructures de santé 0 sinon
Accès aux moyens de transport	Acces_transport	1 accès facile aux moyens de transport 0 sinon
Accès à l'éducation	Acces_educ	1 accès à l'éducation 0 sinon
Accès à un logement décent	Acces_logemt	1 accès à un logement décent 0 sinon
Age du chef de ménage	Age	[12 à 102 ans]
Age au carré	Age ²	
Nationalité	Nation	1 ivoirien 0 sinon
Religion	Relig	1 musulman/2 chrétien/3 autres
Sexe du chef de ménage	Genre	1 homme 2 femme
Secteur agricole	Sect_agricol	1 le chef de ménage a exercé dans un secteur agricole influencé par le conflit 0 sinon
Secteur élevage	Sect_elevag	1 le chef de ménage a exercé dans un secteur de l'élevage influencé par le conflit 0 sinon
Secteur personnel	Sect_personel	1 le chef de ménage a exercé une activité à son propre compte influencée par le conflit 0 sinon
Secteur transport	Sect_transport	1 le chef de ménage a exercé dans le secteur du transport influencé par le conflit 0 sinon
Secteur éducation	Sect_educ	1 le chef de ménage a exercé dans le secteur de l'éducation influencé par le conflit 0 sinon
Autres secteurs	Sect_autre	1 le chef de ménage a exercé dans un autre secteur influencé par le conflit 0 sinon
Conflit armé	choc_conflit	1 le chef de ménage a été affecté par un choc (le conflit armé de 2002 ou celui de 2010) 0 sinon

Source : L'auteure à partir des données EHCVM 2018

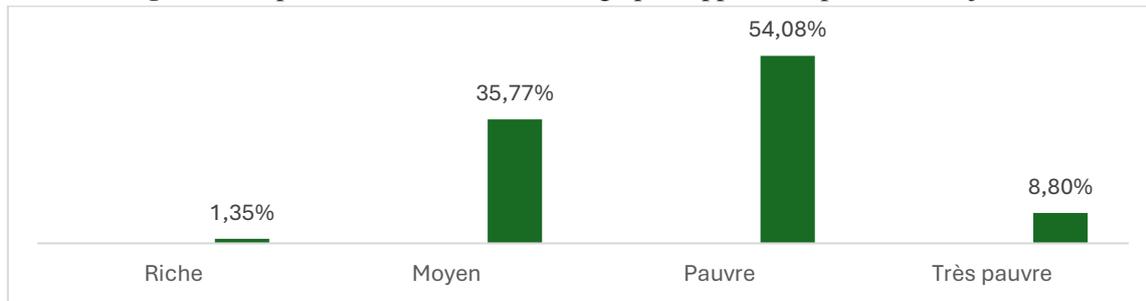
4.4. Analyse descriptive des variables

Dans cette section nous faisons une analyse descriptive des différentes variables retenues.

4.4.1. Analyse descriptive des variables de la variable d'intérêt

La répartition des enquêtés en fonction de la « pauvreté subjective » montre que 1,35 % se sont classés riches. 35,77% d'entre eux se sont classés moyennement riches. La majorité des chefs de ménage (54,08%) s'est classée pauvre et 8,80% des chefs de ménage se sont classés très pauvres.

Figure 1: Répartition des chefs de ménage par rapport à la pauvreté subjective

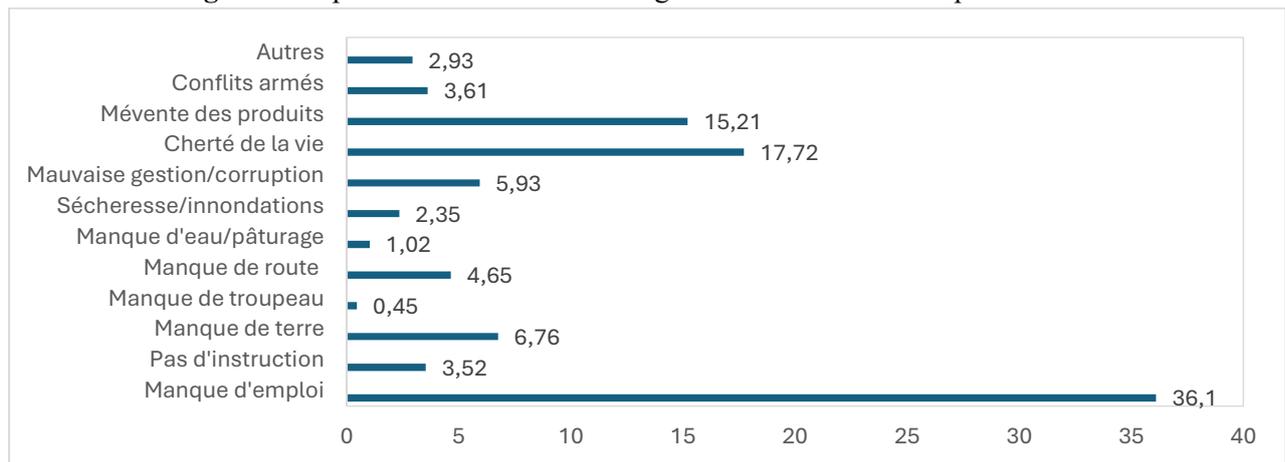


Source : L'auteure à partir des données EHCVM 2018

4.4.2. Analyse descriptive de la variable « conflit »

L'une des raisons de la pauvreté selon les enquêtés est le conflit militaro-politique de 2002 et le conflit postélectoral de 2010. Près de 4% des enquêtés estiment qu'ils sont encore affectés par les effets négatifs des conflits armés, et pensent que l'état de pauvreté dans lequel ils se trouvent est dû à la survenance de ces conflits. Même si cette proportion semble être de petite taille, il est à noter que dans une situation de crise, la catégorie minoritaire ne doit pas être négligée.

Figure 2: Répartition des chefs de ménage selon les raisons de la pauvreté



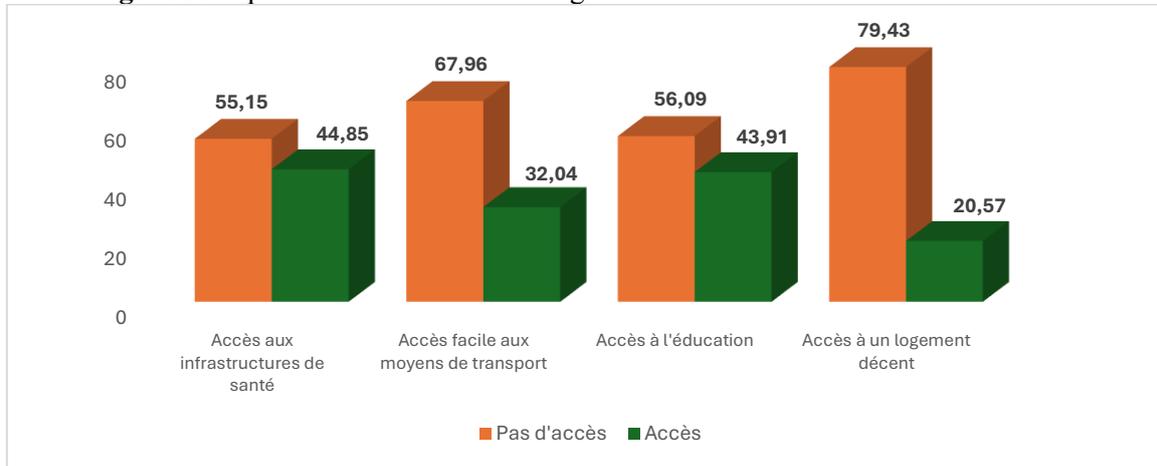
Source : Auteure à partir des données EHCVM 2018

4.4.3. Analyse descriptive des variables « accès aux infrastructures de base »

La majorité des chefs de ménages interrogés, n'a pas facilement accès aux infrastructures de base. En effet, plus de la moitié (55,15%) des chefs de ménages interrogés, n'a pas facilement accès aux infrastructures de santé ; il en est de même pour l'accès aux moyens de transport pour lequel près de

70% des chefs de ménages interrogés déclarent rencontrer des difficultés d'accès. Les 4/5 des chefs de ménage de l'échantillon n'ont pas un logement décent. Quant à l'accès à l'éducation, seulement 43,91% des chefs de ménage considérés dans cette étude ont reçu une éducation.

Figure 3: Répartition des chefs de ménage selon l'accès aux infrastructures de base

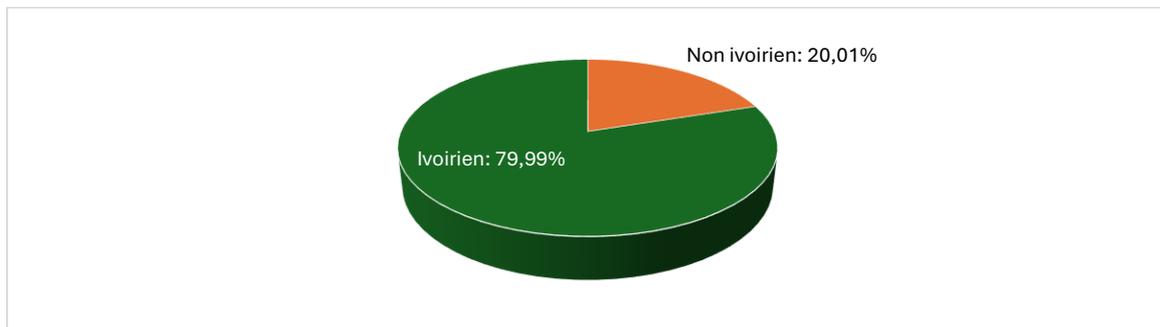


Source : Auteure à partir des données EHCVM 2018

4.4.4. Analyse descriptive de la variable « nationalité » du chef de ménage

La majorité des chefs de ménage enquêtés a la nationalité ivoirienne (environ 80%) contre 20% de non ivoirien.

Figure 4: Répartition des chefs de ménage selon la nationalité



Source : Auteure à partir des données EHCVM 2018

5. Résultats et discussion

Dans cette section, nous présentons et discutons des résultats obtenus.

5.1. Présentation des résultats

Les résultats de l'estimation du modèle logit ordonné portant sur un échantillon de 5060 ménages est globalement valide. En effet la Prob >chi² = 0,0000 ce qui veut dire qu'on rejette l'hypothèse nulle, par conséquent, il y a au moins une variable parmi les variables explicatives, qui explique la variable dépendante. L'estimation du logit ordonné permet également de dégager les odds ratio (rapport des chances) des variables explicatives (Tableau 2).

Tableau 2. Résultats du modèle logit ordonné

Pauvsub	Odds ratio	Std. Err.	z	P>z	Intervalle de confiance à 95 %		
Acces_santé	1,801527	0,1265292	8,38	0.000	1,569846	2,067399	
Acces_transport	1,690159	0,1271286	6,98	0.000	1,458488	1,958629	
Acces_educ	1,493857	0,099402	6,03	0.000	1,311202	1,701956	
Acces_logemt	0,8707931	0,0672521	-1,79	0.073	0,7484726	1,013104	
Age	0,9940781	0,0107194	-0,55	0,582	0,973289	1,015311	
Age ²	1,000043	0,0001142	0,37	0,708	0,999819	1,000267	
Nation	1,174442	0,087669	2,15	0,031	1,014593	1,359476	
Relig (ref musulman)							
chrétien	1,002782	0,0651261	0,04	0,966	0,8829268	1,138906	
autres	0,9469196	0,0797482	-0,65	0,517	0,8028347	1,116863	
Sexe	0,991493	0,0747033	-0,11	0,910	0,8553749	1,149272	
Sect_agricol	3,355003	1,304794	3,11	0,002	1,565496	7,19008	
Sect_elevag	0,8641155	0,8193513	-0,15	0,878	0,1347304	5,542148	
Sect_personel	3,096886	2,500535	1,40	0,162	0,6362606	15,07354	
Sect_transport	5,50646	4,818025	1,95	0,051	0,9910395	30,59525	
Sect_educ	1,869574	1,199095	0,98	0,329	0,5318689	6,571745	
Sect_autre	4,418983	2,857703	2,30	0,022	1,244115	15,69582	
choc_conflit	0,447417	0,1484559	-2,42	0,015	0,2334954	0,8573274	
/cut1	-4,242778	0,3193443			-4,868681	-3,616875	
/cut2	0,2072138	0,296033			-0,7874279	0,3730003	
/cut3	3,067728	0,3010764			2,47763	3,657827	
Nombre d'observation						5060	
Prob > chi2						0.0000	
Pseudo R ²						0.0465	

Source : Auteure, à partir des données EHCVM 2018

L'hypothèse d'égalité des odds ratios (proportional odds) est vérifiée. L'effet des variables explicatives sur les odds est le même pour tous les seuils (cut), il est environ de 0,3. Nous pouvons donc interpréter les résultats obtenus.

5.2. Analyse et discussion des résultats du modèle

La probabilité de se sentir très pauvre plutôt que pauvre, moyennement riche et riche est 1,80 fois plus élevée chez les chefs de ménage ayant « accès à un centre de santé » comparativement aux chefs qui n'y ont pas accès. Ce résultat peut sembler paradoxale, c'est pourquoi nous tiendrons compte du contexte pour l'interpréter. En effet, se rendre dans un centre de santé nécessite des moyens financiers. Les individus peuvent avoir un accès géographique aux centres de santé mais l'accès financier aux soins de santé peut être très difficile. Dans les pays comme la Côte d'Ivoire, où il n'existe pas de programmes publics de soins médicaux gratuits à grande échelle, les chefs de ménage sont obligés de s'endetter ou de vendre leurs biens pour financer leurs soins de santé. Ces résultats vont dans le même sens que ceux obtenus par Sessou et al. (2023), qui indiquent que l'accessibilité aux services de santé est un enjeu complexe, en ce sens qu'elle inclut non seulement la présence de structures de santé mais également la

capacité des patients à payer les coûts des soins. Ainsi, le recours fréquent aux services de soins de santé peut accroître la perception de la pauvreté chez les ménages à faible revenu.

En ce qui concerne « l'accès à l'éducation », un ménage dirigé par un chef de ménage plus instruit a 49% de chance en plus de se sentir très pauvre qu'un ménage dirigé par un chef de ménage non instruit. Ce résultat qui semble paradoxal pourrait s'expliquer par le fait que des ménages dont le chef est plus instruit peuvent avoir des attentes de vie plus élevées par rapport à des personnes ayant le même niveau d'éducation qu'eux et ayant des niveaux de vie plus reluisant. Ainsi, ils peuvent se sentir pauvres même s'ils ont de façon objective une meilleure situation sociale que les ménages dont le chef est moins instruit. Ce résultat infirme celui de Misangumukini (2013) qui indique que la probabilité de se sentir pauvre diminue à mesure que le niveau d'éducation du chef de ménage augmente.

S'agissant de « l'accès au transport », les résultats indiquent que les ménages ayant facilement accès au transport ont 69% de chance en plus d'être classés dans une catégorie de pauvreté subjective plus élevée que leurs homologues ayant un accès limité aux moyens de transport. Ces résultats contre-intuitifs pourraient s'expliquer par le fait qu'un meilleur accès aux transports implique des coûts plus élevés. En effet, la possession d'un véhicule implique des frais d'essence, de réparation etc. tandis que l'utilisation des transports en commun nécessite des frais qui ne cessent d'augmenter selon la situation économique du pays. Ces dépenses pourraient représenter des charges financières supplémentaires pour les ménages économiquement faibles et accroître leur sentiment de précarité.

Un odds ratios de 0,87 pour la variable « accès à un logement décent » suggère que les ménages ayant un logement décent ont 0,87 fois moins de chance de se déclarer pauvres que ceux ayant un logement moins décent. À partir de ce résultat, nous pouvons dire que les ménages ayant un logement décent sont moins susceptibles de se sentir pauvres. Ce résultat corrobore celui de El Allam et Salamate (2024) qui montrent que les conditions de logement telles que l'abordabilité, la qualité et le non-surpeuplement du logement a un effet négatif sur la perception de la pauvreté pour les ménages urbains au Maroc.

Pour la variable « nationalité », les ménages dont le chef est de nationalité ivoirienne ont 17% de chances en plus de se déclarer pauvres que les ménages dont le chef n'est pas de nationalité ivoirienne. Ce résultat indique donc que être ivoirien accroît le risque de pauvreté subjective. En effet certaines politiques publiques favorisent certains groupes (étrangers) au détriment des ivoiriens.

Un odds ratio de 3,35 pour les chefs de ménage exerçant dans le « secteur agricole » signifie que ces derniers ont environ 3 fois plus de chance de se sentir pauvres que ceux qui ne travaillent pas dans ce secteur. Ce résultat montre que les chefs de ménage exerçant dans le secteur agricole sont plus vulnérables à la pauvreté subjective. Il est identique à celui de Misangumukini (2013) qui indique que parmi les groupes socioprofessionnels, ce sont les chefs de ménages indépendants agricoles qui sont plus vulnérables à la pauvreté subjective. Il a évoqué les conditions difficiles dans lesquelles les agriculteurs maliens exercent leurs activités et les faibles rendements qui en découlent.

En ce qui concerne le « secteur du transport », les résultats indiquent que les chefs de ménage travaillant dans ce secteur ont environ 5 fois plus de chance de se déclarer pauvres que ceux qui ne travaillent pas dans ce secteur. Le secteur des transports semble donc être sensible à la pauvreté subjective. Les conditions de travail, notamment les rackets, les frais annexes, etc., pourraient expliquer cette vulnérabilité.

Au regard de ce qui précède, il est évident que le secteur de la santé, de l'éducation, du transport, du logement et les activités socio-professionnelles peuvent être impactés par les conflits armés.

Ainsi, en considérant l'exposition aux conflits, les résultats montrent que les chefs de ménage ayant vécu un épisode de conflit notamment la crise militaro-politique de 2002 et la crise post-électorale de 2010 sont moins susceptibles de se sentir pauvres par rapport à ceux qui n'ont pas été exposés à ces deux conflits armés. Ce résultat qui paraît paradoxal pourrait s'expliquer par le fait que les chefs de ménage ayant vécu un épisode de conflit pourraient développer des mécanismes de résilience pour ne plus revivre les mêmes situations de pauvreté. Ils ont également certainement bénéficié des programmes d'aide aux victimes des conflits armés.

Conclusion

L'objectif de cette étude était d'identifier les déterminants de la pauvreté subjective en Côte d'Ivoire en période post-conflit. Pour parvenir à nos résultats nous nous sommes servis du modèle logit ordinal en nous basant sur les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2018). Des résultats contre intuitifs ont été obtenus ; il s'agit de l'accès aux infrastructures de santé, de transport, à l'éducation avec un odds ratios supérieur à un ($OR > 1$) qui indiquent que les chefs de ménages ayant accès à ces infrastructures sociales se sentent plus pauvres comparativement à leurs homologues ayant un accès limité. La nationalité, le secteur d'activité agricole et celui du transport ont également un odds ratios supérieur à un ($OR > 1$), ce qui traduit un sentiment positif vis-à-vis de la pauvreté subjective. S'agissant de la variable accès à un logement décent, l'odds ratios inférieur à un ($OR < 1$) indique un effet négatif sur la perception de la pauvreté par les ménages. Il en est de même pour la variable conflit qui est associée à un odds ratio inférieur à un ($OR < 1$). Ce résultat également paradoxal indique que les chefs de ménage ayant été affectés par le conflit de 2002 ou celui de 2010 ont une perception négative de la pauvreté en d'autres termes ils se sentent moins pauvres.

Au vu de ces résultats quelques recommandations ont été faites.

- Étant donné que l'accès géographique aux centres de santé semble paradoxalement augmenter le sentiment de pauvreté, il est crucial de mettre en place des mécanismes pour réduire le coût des soins de santé, tels que des subventions, des assurances maladie accessibles et efficaces ou des programmes de soins gratuits pour les ménages à faible revenu.

Par ailleurs, les résultats suggèrent que les chefs de ménage plus instruits ont des attentes de vie plus élevées, ce qui peut augmenter leur sentiment de pauvreté.

- Des programmes de sensibilisation visant à mieux gérer les attentes et la satisfaction relative pourraient être mis en place. Par exemple, pour ces ménages instruits, il serait intéressant d'encourager et de faciliter l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Cette politique pourrait aider à traduire leur éducation en gains économiques concrets, ce qui réduirait ainsi leur sentiment de pauvreté.

- En outre, puisque l'accès au transport semble augmenter la perception de la pauvreté en raison des coûts associés, des subventions pour les transports en commun ou des programmes de covoiturage pourraient réduire la charge financière des ménages.

La Côte d'Ivoire est un pays agricole. Malheureusement, les chefs de ménage de ce secteur sont plus vulnérables à la pauvreté subjective.

- Il est donc important d'investir dans l'amélioration des techniques agricoles, l'accès au crédit et la stabilisation et harmonisation des prix agricoles pour améliorer leurs conditions de vie, la mutualisation des risques...

- Et enfin le gouvernement devrait poursuivre les politiques d'aide humanitaire et de reconstruction post-conflit en prenant en compte les mécanismes de résilience face aux conflits.

REFERENCES / BIBLIOGRAPHIE

1. Akindès, F. (2017). « On ne mange pas les ponts et le goudron » : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire. *Politique africaine*, (4), 5-26.
2. Aminatou, D. O. N. A. (2021). Développement financier : un levier contre la pauvreté objective et subjective dans la CEMAC ? *Revue des Études Multidisciplinaires en Sciences Économiques et Sociales*, 6(3).
3. Asselin, L. M., & Dauphin, A. (2000). Mesure de la pauvreté : un cadre conceptuel. Dans *Conférence internationale du centre canadien d'études et de coopération internationale* (p. 46).
4. Azoh, F.-J., Koutou, C., & Chelpi-den Hamer, M. (2009). Impact du conflit armé sur l'éducation primaire : le cas ivoirien. *Universiteit van Amsterdam - AMIDSt*.
5. Backiny-Yetna, P., & Wodon, Q. (2009). Pauvreté monétaire et pauvreté subjective au Gabon en 2005. *Perspective Afrique*, 4(1-3), 1-17.
6. Backiny-Yetna, P., Tsimpo, C., & Wodon, Q. (2009). Pauvreté et perceptions des populations au Cameroun entre 1996 et 2001. *Perspective Afrique*, 4(1-3), 3.
7. Banque Africaine de Développement. (2023). Document de stratégie pays 2023-2028 : Côte d'Ivoire [Rapport]. BAD.
8. Banque Mondiale. (2023). Fragilités, conflits et violences, comprendre la pauvreté.
9. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/overview#4>
10. Bertin, A. (2005). Quelle perspective pour l'approche par les capacités ? *Revue Tiers Monde*, 182, 385-406. <https://doi.org/10.3917/rtm.182.0385>
11. Bertin, A. (2007). Pauvreté monétaire, pauvreté non-monétaire : une analyse des interactions appliquée à la Guinée (Thèse de doctorat). Université Montesquieu Bordeaux 4.
12. Concialdi, P. (2014). Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté. *Revue de l'IRES*, 82, 3-36.
13. Duvoux, N., & Papuchon, A. (2018). Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale. *Revue française de sociologie*, 59, 607-647.
14. El Allam, A. et Salamate, F. E. (2024). Logement, satisfaction de vie et pauvreté subjective dans les villes marocaines: une analyse descriptive. *Revue Dossiers De Recherches en Économie Et Management Des Organisations*, 9(1), 341-358.
15. Fahad, A., & Sambou, A. M. (2020). Déterminants de la perception de la pauvreté dans les pays en développement : Le cas du Sénégal. *Revue AME*, 3(1), 540-556.
16. Fahad, a., & Sambou, A. M. (2021). Déterminants de la perception de la pauvreté dans les pays en développement : Le cas du Sénégal. *Alternatives Managériales Économiques*, 3(1), 540-556.

17. Lelièvre, M. (2021). Seuils, trajectoires et halo de la pauvreté. Dans N. Duvoux & M. Lelièvre (Dir.), Trajectoires et parcours des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale (p. 139-148). CNLE-DREES.
18. Merz et Manfred O. (2021). Travail et justice sociale accès aux services de santé une demande clé de la main-d'œuvre informelle en Afrique — résultats d'enquêtes nationales représentatives en Afrique subsaharienne.
19. Misangumukini, N. (2013). Les déterminants de la discordance entre pauvreté subjective et objective au Mali. Région et développement, (44-2016), 103-119.
20. Misangumukini, N. (2016). Les déterminants de la perception subjective de la pauvreté parmi les chefs de ménage objectivement non pauvres au Mali. Région et développement, (44-2016), 103-119.
21. Mongbo-Gbenahou, P., Vissoh, P., Biaou, G., & Azalou, A. T. (2019). Pauvreté monétaire et subjective dans les ménages au sud du Bénin. Sciences Humaines, (12).
22. Nganou, J. P. N., Wodon, Q., Zoyem, J. P., Mabushi, E., & Kebede, E. (2008). Croissance du Burundi. La nécessité d'une performance de longue durée et stable (Document de travail de la Banque Mondiale, chapitre 2).
23. Observatoire des inégalités. (2023). Les inégalités de revenus dans le monde (Notes de l'Observatoire, 9). <https://www.inegalites.fr/essentiel-inegalites-revenus-monde>.
24. Organisation des Nations unies. (1948). Déclaration universelle des droits de l'homme.
25. Selnik, C. (2003). What Can we Learn from Subjective Data. The Case of Income and Well-Being? (Delta Working Paper No. 2003-06). Paris.
26. Sessou A. et al. (2023). Management du recouvrement des coûts et qualité des soins dans les formations sanitaires publiques de Parakou (Bénin). Revue Internationale des Sciences de Gestion, 6,1, 2023.
27. Szukielojé-Bieńkuńska, A., Fall, M., & Verger, D. (2005). Pauvreté et exclusion en Pologne. Économie et Statistique, 383(1), 157-178.
28. Yves Francis Odia Ndong, Alice Justine Ebéné, Joanna Tegnerowicz. (2006). Religion, capital social et réduction de la pauvreté au Cameroun : Le cas de la ville de Yaoundé. halshs-00109126.
29. Programme des Nations Unies pour le développement. (2023). Rapport annuel du bureau pays du PNUD en Côte d'Ivoire. New York, NY: PNUD.